

Ecrit par le 3 juillet 2026

## Jean-Baptiste Blanc : « Le Père Noël Macron confond le calendrier de l’Avent avec le calendrier électoral »



**Le budget 2022 fait débat au cœur de nos contrées vauclusiennes. Tantôt qualifié d'exercice factice à 5 mois des présidentielles, tantôt affublé de 'budget électoraliste et de folie dépensière', ou bien assimilé à un ballon d'oxygène pour relancer l'économie titubante. Le sénateur LR de Vaucluse, Jean-Baptiste Blanc réitérait ce mardi 14 décembre un tir franc à l'endroit de la majorité. A grand renfort de métaphores féeriques.**

En [première lecture](#), le parlementaire qualifiait le budget d'indéfendable, « avec une dette publique qui atteint 9,2% du PIB, le taux le plus élevé depuis 1949 ». Un article d'équilibre de 155 milliards de déficit budgétaire justifiait de « mettre fin à cette folie ». Lors de la deuxième lecture du Projet de loi de Finances 2022 (PLF), le sénateur persiste et signe lors d'une intervention orale. « Emmanuel Macron veut faire croire aux Français que le Père Noël existe et que c'est lui... Jamais un Noël n'aura été aussi faste ! Manifestement, le Père Noël Macron confond le calendrier de l'Avent avec le calendrier

Écrit par le 3 juillet 2026

électoral. » C'est en ces termes que le sénateur a annoncé que le groupe Les Républicains du sénat voterait la motion tendant à opposer la question préalable en nouvelle lecture sur le projet de loi de finances pour 2022 et, en conséquence, n'adopterait pas le projet de loi.

### « Les dépenses ordinaires ont dérivé de 60 milliards d'euros »

Au sein de la famille LR au Sénat, aucune contestation des dépenses engagées pour sauvegarder puis relancer l'économie. Preuve en est, « nous les avons même soutenues en adoptant tous les projets de loi de finances rectificatives qui les ont mises en œuvre. » En revanche, la situation dégradée des finances publiques, la position de « queue de peloton de l'Union européenne pour quasiment tous les indicateurs, » résulte selon le sénateur de la gestion des finances en dehors de la crise.

« Comme l'a rappelé notre rapporteur général à plusieurs reprises, les dépenses ordinaires, c'est-à-dire non liées à l'urgence ou la relance, ont dérivé de 60 milliards d'euros durant ce quinquennat par rapport à l'objectif que s'était fixé Emmanuel Macron en début de quinquennat, dans la loi de programmation des finances publiques. » Une aisance dépensière qui dissone avec la reconnaissance de la part du gouvernement du « niveau de dépense insoutenable dans le temps ».

« Pourtant, depuis trois mois, le Président Emmanuel Macron et le Premier ministre n'ont cessé d'annoncer de nouvelles dépenses sans aucun lien avec la crise, une succession de chèques en bois qui a fait exploser le compteur », abonde le sénateur. Et d'énumérer les montants jusqu'à attirer l'attention sur la date du 12 octobre : « 34 milliards d'euros, excusez du peu... l'amendement le plus cher de la Ve République ! » En cause également, des mesures intégrées au fil de la discussion budgétaire sans étude d'impact, « ce qui, au regard des montants en jeu - plusieurs dizaines de milliards d'euros - est du jamais vu ! », alerte Jean-Baptiste Blanc qui souligne encore une fois la contradiction avec la « soi-disant » fin du quoi qu'il en coûte.

### « Emmanuel Macron, ce n'est pas le Père Noël, c'est le Père Fouettard ! »

« Le courage en politique, c'est de dire la vérité et la vérité, mes chers collègues - au risque de vous décevoir à 10 jours de Noël- c'est que le Père Noël n'existe pas ! » scande-t-il dans les rangs du Sénat. « En septembre, en octobre, en novembre, lors de sa tournée à travers la France, le Père Noël Macron aura promis presque chaque jour, comme nous venons de le voir, de nouveaux cadeaux fiscaux et chèques de Noël aux Français : en trois mois, il aura promis plus de 25 milliards d'euros pour 2022 ; et c'est près de 65 milliards d'euros qui impacteront les cinq années du prochain quinquennat, si nous tenons compte des mesures pluriannuelles ou pérennes !!! 25 milliards en 3 mois, c'est entre 200 et 300 millions d'euros promis en moyenne chaque jour ! »

Ecrit par le 3 juillet 2026

Des cadeaux et autres largesses payés en fin de compte « avec la tire-lire des enfants et des petits-enfants ». Et d'abonder : « Emmanuel Macron, ce n'est pas le Père Noël, c'est le Père Fouettard ! » Un sénateur au top de sa forme ce mardi 14 décembre à Paris. Découvrez ci-après son intervention intégrale :

## **Le Sénat rejette le budget 2022, « un acte grave et solennel » selon Jean-Baptiste Blanc**



**Le Sénat a rejeté en première lecture la partie 'recettes' du projet de budget pour 2022, ce mardi 23 novembre. Sur les 290 votants, 237 sénateurs se sont prononcés contre et 52 pour.**

Un rejet qualifié « d'acte grave, solennel et rare » par le sénateur de Vaucluse Jean-Baptiste Blanc. Et

Ecrit par le 3 juillet 2026

d'ajouter : « ce budget est indéfendable. C'est un budget électoral avec une dette publique qui atteint 9,2% du PIB, le taux le plus élevé depuis 1949. Aujourd'hui, nous n'avons d'autres choix que de réduire une partie de la dépense publique. Nous sommes à près de 56% du PIB quand les autres pays, sortant de la crise comme nous, font 10 points de moins. »

Le parlementaire salue un message fort envoyé aux français. « Cette folie dépensière pousse ce gouvernement à faire des chèques sur l'avenir, sur les générations futures. » Gérard Larcher, président du Sénat, en appelle à la raison : « à un moment donné, il faudra bien rembourser. »

Depuis de nombreuses semaines, le sénateur étudie en commission des Finances, les recettes et les dépenses de chacune des missions du projet de loi des Finances dont la [mission 'Cohésion des territoires'](#) dont il était le Rapporteur. « Nous ne pouvons pas, en responsabilité, voter un budget avec un tel déséquilibre : 300 milliards de recettes pour l'Etat pour plus de 450 milliards de dépenses ce qui a donné un article d'équilibre de 155 milliards de déficit budgétaire. Il fallait, en responsabilité, mettre fin à cette folie », explique-t-il.

La gauche, y compris le groupe PS, qui s'abstenait les années précédentes, a également voté contre. Ce vote négatif prive donc les sénateurs de deux semaines de débats sur l'affectation des dépenses. Le texte repartira à l'Assemblée nationale dans sa version adoptée en première lecture par les députés, pour nouvelle lecture le 10 décembre.



Crédit: Jean-Baptiste Blanc